

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 09/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SURPLUS MARSEILLE**

181 Rue de Lyon  
13015 Marseille

Références : D-2026-0250  
Code AIOT : 0006405436

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2026 dans l'établissement SURPLUS MARSEILLE implanté 181 Rue de Lyon 13015 Marseille. L'inspection a été annoncée le 18/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SURPLUS MARSEILLE
- 181 Rue de Lyon 13015 Marseille
- Code AIOT : 0006405436
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SURPLUS MARSEILLE SAS est autorisée à exercer une activité d'entreposage, dépollution

et démontage de véhicules hors d'usage, ( rubrique 2712-1 relevant du régime de l'enregistrement) par arrêté préfectoral n° 2019-151 PC en date du 08/08/2019.

#### Thèmes de l'inspection :

- VHU

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Stockage de pneumatiques                   | AP Complémentaire du 08/08/2019, article 3   | Demande d'action corrective                                                                                                | 15 jours              |
| 3  | Prévention des accidents et des pollutions | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8  | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 4  | Prévention des accidents et des pollutions | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9  | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 5  | Prévention des accidents et des pollutions | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 6  | Prévention des accidents et des pollutions | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 7  | Prévention des accidents et des pollutions | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 8  | Prévention des accidents et des pollutions | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 9  | Prévention des accidents et des pollutions | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 | Demande d'action corrective                                                                                                |                       |
| 10 | Prévention des accidents et des pollutions | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                    | Autre information |
|----|--------------------------|--------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Situation administrative | AP Complémentaire du 08/08/2019, article 2 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté uniquement sur le risque incendie. Une seconde visite sera réalisée au second semestre pour aborder les autres thématiques.

La gestion des stocks de pneumatiques n'est pas satisfaisante. un volume de 80 m<sup>3</sup> de pneus usagés a été estimée alors que le site est autorisé pour un entreposage de 10 m<sup>3</sup>. L'emplacement des 2 zones d'entreposage étant éloigné des sources d'inflammation et l'exploitant ayant commandé une prestation d'enlèvement des pneus, l'inspection demande à l'exploitant de justifier l'évacuation les pneus dans un délai de 15 jours et de maintenir un volume de 10 m<sup>3</sup>.

Pour lutter contre l'incendie, l'exploitant dispose d'extincteurs répartis sur le site et d'un poteau incendie sur le domaine public. Les extincteurs sont vérifiés chaque année. L'exploitant doit demander aux services de la mairie le dernier rapport de contrôle du poteau incendie. La prévention du risque incendie et l'organisation du site pour faire face à un tel événement ne sont pas satisfaisants : l'exploitant doit équiper le site en détecteurs de fumées et alarmes si nécessaire, rédiger le plan de défense incendie ( à transmettre aux services du SDIS) et réaliser un exercice incendie. Les observations consignées dans le dernier rapport de contrôle des installations électriques sont également à lever. L'inspection fixe un délai de trois mois à l'exploitant pour réaliser ces actions.

Le site est ancien et certains locaux ne sont plus occupés. Les trappes de désenfumages sont à remplacer et le plan de masse du site doit être actualisé avec les différentes zones d'activité et les zones d'entreposage les zones déchets.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/08/2019, article 2 |                                                                                                            |                     |                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative        |                                                                                                            |                     |                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                             |                                                                                                            |                     |                                     |
| Rubrique                                                                    | Dénomination de la rubrique                                                                                | Quantité déclarée   | r é g i m e d e C l a s s e m e n t |
| 2712-1                                                                      | I n s t a l l a t i o n d'entreposage, d é p o l l u t i o n , d é m o n t a g e o u d é c o u p a g e d e | 5836 m <sup>2</sup> | Enregistrement                      |

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |  |  |
|--|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|
|  | <p>découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</p> <p>1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup></p> |  |  |
|--|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|

**Constats :**

L'exploitant indique que la situation administrative de l'établissement n'a pas évolué.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Stockage de pneumatiques**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 08/08/2019, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage de pneumatiques

**Prescription contrôlée :**

Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 10 m<sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.

**Constats :**

La visite du parc par l'inspection a mis en évidence la présence de pneus sur racks d'une hauteur de 3 mètres et de 2 zones d'entreposage de pneus sur le parc. Le volume de chaque zone est estimé respectivement à 30 m<sup>3</sup> ( 15\*1\*2) et 50 m<sup>3</sup> ( 23\*1.5\*1.5). Lors de la visite, l'exploitant a commandé L'enlèvement des pneus.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fait enlever les pneus entreposés dans les 2 zones et adresse les justificatifs associés à l'inspection. Ces déchets sont envoyés dans les filières de traitement appropriées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours                    |

#### N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant recense[...] les parties de l'installation qui, [...] sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.<br>L'exploitant détermine [...] la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.<br>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant dispose d'un plan de son installation. Ce plan n'indique pas les risques susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre.<br>Lors de la visite du site aucun panneau ne signale les risques présents sur le site.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant identifie les risques présents sur le site. Il met en place les affichages au niveau de chaque zone. Il met à jour le plan du site avec les risques par zone.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

#### N° 4 : Prévention des accidents et des pollutions

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux. - Etiquetage.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.<br>[...]l'exploitant dispose des [...] fiches de données de sécurité.<br>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers [...] |
| <b>Constats :</b><br><br><br><br><br><br><br><br><br><br><br><br>L'exploitant a identifié un produit dangereux ( ARCAMECA 2551). Il n'y a pas de tableau de                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| recensement mis en place. Lors de la visite du site, l'inspection a demandé à l'exploitant de positionner 4 bidons ARCAMECA 2551 ( 20 litre / unité) sur rétention.                                                                                                                                         |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant fait un recensement de l'ensemble des produits chimiques présents sur le site et met en place un tableau de suivi ( nom / risque associé / volume stocké). Il conserve les fiches de données sécurité de ces produits. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                       |

#### N° 5 : Prévention des accidents et des pollutions

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection et d'extinction automatiques.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.<br>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction.<br>Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant indique à l'inspection ne pas avoir de local technique ( chaufferie, électricité). Lors de la visite de du site l'inspection a constaté la présence d'un compresseur et d'un tableau électrique dans l'atelier.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 6 : Prévention des accidents et des pollutions

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie [...] notamment :<br>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;<br>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ; |

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

[...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

#### Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection un plan du site avec l'emplacement des extincteurs. un contrôle périodique des extincteurs a été réalisé le 20/03/2025 par la société DESAUTEL. Ce plan est peu exploitable pour une intervention des pompiers.

Un poteau incendie est situé sur le domaine public à moins de 100 mètres du site. L'exploitant ne peut pas justifier la capacité du poteau à délivrer un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression minimale de 1 b.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise le contrôle des extincteurs pour l'année 2026.

L'exploitant réalise un plan du site avec l'ensemble des risques et l'emplacement des extincteurs.

L'exploitant demande à la commune de Marseille le rapport de contrôle des performances du poteau incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 7 : Prévention des accidents et des pollutions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection et surveillance / Rondes

#### Prescription contrôlée :

Détection et surveillance

**Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes** à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et **formée** en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

[...] Rondes.

A. L'exploitant organise des **rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables** afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a. Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site.

b. Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

#### **Constats :**

L'exploitant indique à l'inspection que les principaux déchets du site sont les liquides de refroidissement les filtres et les huiles usagées et les batteries. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence d'une cuve de stockage pour les huiles usagées (combustible) un local d'entreposage des batteries, et d'une cuve de stockage pour le liquide refroidissement.

Le plan du site indique la présence d'une réserve de gazole usagé sur le site. L'exploitant indique que cette réserve n'existe plus. La visite du site a confirmé les dires de l'exploitant.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence une quantité de carton importante dans un local. L'exploitant indique que ce sont des cartons destinés à emballer des pièces détachées.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les zones du site susceptibles de contenir des déchets inflammables sont équipées de dispositif de détection automatique de départ de feu et d'une transmission automatique des alertes, sauf à

|                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| démontrer l'absence de déchets combustibles sur le site.<br>L'exploitant pourra utilement étendre le dispositif de détection et d'alerte à la la zone d'entreposage des cartons d'emballage.<br>L'exploitant met en place des rondes de surveillance si nécessaire |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 8 : Prévention des accidents et des pollutions

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plan de défense incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>-l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>-les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>-les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>-le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>-le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>-des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>-le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>-les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>-la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| -les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant ne dispose pas de Plan de défense incendie;                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant rédige un plan de défense incendie et le transmet aux services de secours pour avis.                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                       |

#### N° 9 : Prévention des accidents et des pollutions

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des incendies                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.<br>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant justifie de la réalisation d'un exercice incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

#### N° 10 : Prévention des accidents et des pollutions

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Petits îlots                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>A. Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent. B. Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs. C. Les prescriptions du B peuvent être |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| adaptées par arrêté préfectoral[...]                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets combustibles identifiés lors de la visite sont les batteries de démarrage (entreposées sur rétention dans un local dédié) et les huiles de vidange (entreposées dans des cuves sur rétention). L'exploitant indique ne pas pas avoir d'autre déchets combustibles sur le site.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant réalise un plan d'entreposage avec l'emplacement, les dimensions et le volume des zones d'entreposage des déchets combustibles / inflammables.</p>                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                      |